

CWM 19710261-0316



Des Canadiens devant le dépôt – Sibérie, Russie. Une toile du colonel Louis Keene.

## LES CHAMPS DE BATAILLE OUBLIÉS – LES CANADIENS EN SIBÉRIE, 1918-1919

par le capitaine de frégate Ian C.D. Moffat

### Introduction

Bien peu de gens le savent au Canada, mais des combattants canadiens de la Première Guerre mondiale ont pris part à l'action en Russie en 1918 et y sont restés jusqu'au milieu de l'année suivante. Qui plus est, le commandant des troupes britanniques durant cette phase sibérienne de la campagne était un Canadien, le major-général James H. Elmsley. La décision d'aller en Russie ne revenait cependant pas aux seuls Canadiens, mais plutôt aux grands stratèges de la Grande-Bretagne, de la France, des États-Unis et du Japon. Le Canada a eu une *voix sur le plan opérationnel*, mais très peu d'*influence stratégique* jusqu'à la toute fin.

### Contexte

L'intervention des Alliés en Russie ne fut pas une opération indépendante, menée sans tenir compte des autres considérations stratégiques. La décision d'intervenir naquit de ce qu'on avait estimé être une *nécessité*, à la suite d'une série d'échecs stratégiques subis par les Alliés occidentaux en 1917. Cette année-là fut donc pour eux une période de crise caractérisée par un mouvement de pessimisme, alors que l'Allemagne, chef de file des Empires centraux, se rapprochait plus rapidement d'une victoire militaire décisive.

Une suite d'événements sanglants se traduisit par des revers successifs tout au long de l'année dans le camp des Alliés. En mars 1917, la Révolution russe força l'abdication du tsar Nicolas II, et un gouvernement inefficace fut instauré qui laissa l'armée entamer son morcellement. La prise en main

du gouvernement provisoire de Russie par Alexandre Kerenski accéléra la désintégration du front de l'Est au cours du printemps et de l'été.

Cette même année, avec bon nombre de leurs offensives ayant échoué, les Alliés se trouvèrent paralysés sur le front de l'Ouest et en Italie. L'offensive du Chemin des Dames, lancée par les Français avec l'appui des Britanniques afin de percer les lignes allemandes, se solde par une avancée de quelques centaines de mètres seulement. Même si le Corps d'armée canadien en sortit fièrement victorieux, ce qui lui valut une réputation d'excellence au combat, l'attaque de la crête de Vimy s'enlisa toutefois dans une impasse au bout d'une semaine et mena peu de temps après à une mutinerie de l'armée française. La bataille de Passchendaele, non loin d'Ypres, fut livrée à l'été 1917 dans l'espoir de réaliser une percée jusqu'à la côte belge, mais l'assaut devint rapidement laborieux et s'acheva péniblement en novembre, après la capture du village de Passchendaele par les Canadiens. Le front italien ne connut pas mieux, l'armée italienne ayant été mise en déroute par l'offensive austro-allemande de Caporetto.

Le front de l'Est s'avéra un fiasco encore pire. Les Russes lancèrent une grande offensive contre les forces austro-hongroises au début de juillet. D'abord couronnée de succès,

---

Le capitaine de frégate Ian Moffat est marin en service et officier de la marine depuis plus de 35 ans. Il prépare en ce moment une thèse de doctorat en études sur la conduite de la guerre, au Collège militaire royal du Canada. Sa thèse porte sur l'expérience des Canadiens en Sibérie.



### Vladivostok et Shkotova

Le chemin  
de fer transsibérien

leur avancée fut bloquée à la mi-juillet, puis ils se firent refouler loin derrière leurs frontières jusqu'à la fin de l'été. Les soldats russes rompirent les rangs et s'enfuirent, semant ainsi l'anarchie qui se déchaîna sur tout l'Empire russe et entraîna la fameuse révolution bolchevique de novembre 1917. La tournure des événements obligea les nouvelles autorités soviétiques dirigées par Lénine à conclure une paix séparée, par la signature du *Traité de Brest-Litovsk* entre le gouvernement bolchévique russe et les Empires centraux conduits par l'Allemagne. Cette déroute de l'armée russe obligea les Alliés à réévaluer leurs options quant à la poursuite des combats sur le front de l'Est.

L'anarchie et la guerre civile embrasèrent la Russie tout entière, et diverses factions s'arrachèrent le contrôle – du moins en apparence – de différentes régions du vaste empire. Pendant ce temps, l'Allemagne continua de pousser ses troupes vers l'est, menaçant de mettre la main sur d'importantes quantités de matériel allié entreposées à Arkhangelsk et Mourmansk au nord ainsi qu'à Vladivostok à l'est. L'avancée des Allemands au sud leur aurait aussi permis de mettre la main sur le « grenier » de la Russie et d'avoir accès à la nourriture et aux matières premières dont l'Allemagne avait désespérément besoin pour poursuivre la guerre.

Une intervention militaire des Alliés s'imposait donc pour contrecarrer l'avancée allemande. Mais l'antipathie

qu'éprouva l'un envers l'autre les États-Unis et le Japon empêcha l'élaboration d'une politique commune quant aux mesures à prendre en Russie. Il fallut plus de six mois de négociations pour que l'on parvienne à une décision sur une intervention militaire. Ce n'est en effet qu'au mois d'août 1918 que les autorités politiques du Japon, de la France, des États-Unis et de la Grande-Bretagne se mirent finalement d'accord sur la nécessité d'une intervention militaire alliée en Sibérie. Cependant, avant même que les parties s'entendent, la Grande-Bretagne se mit à la recherche de troupes pour ces opérations. Le 10 juillet 1918, le Cabinet de guerre discuta de la disponibilité des troupes britanniques qui seraient prêtes à être déployées immédiatement à Vladivostok pour y maintenir l'ordre<sup>1</sup>. Le chef d'état-major de l'Empire, le général Sir Henry Wilson, informa les ministres qu'un bataillon cantonné à Hong Kong était disponible et prêt à être envoyé en Sibérie dans les plus brefs délais. Le Cabinet de guerre décida alors de mandater le chef d'état-major de l'Empire pour que ce dernier prenne immédiatement les mesures nécessaires afin de transporter le bataillon en Sibérie. Le Cabinet demanda aussi à Arthur Balfour, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, de télégraphier à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, Lord Reading, pour qu'il informe les Américains

de *quelle* action serait entreprise et pourquoi. À la réunion du lendemain du Cabinet de guerre, Sir Wilson rapporta qu'il avait donné des ordres pour que commence l'envoi des troupes<sup>2</sup>.

### La participation du Canada

Lors d'une réunion subséquente du Cabinet de guerre, le Premier ministre britannique David Lloyd George enregistra une requête demandant au Canada de fournir des troupes pour déploiement en Sibérie. Cette intention fut précisée dans un télégramme adressé à Lord Reading pour qu'il en discute avec Ottawa<sup>3</sup>. La requête survint au moment même où, à Londres, le ministère de la Guerre demandait au ministère canadien des Forces militaires d'outre-mer de fournir des troupes en vue d'une autre intervention en Russie, dans le nord du pays cette fois<sup>4</sup>. La tâche la plus difficile pour assurer le succès de l'intervention consistait à trouver des effectifs en nombre suffisant.

Cette demande d'aide canadienne en Russie n'étonna pas le Premier ministre du Canada Sir Robert Borden, car les problèmes rencontrés sur le front de l'Est et le manque d'entrain que manifesta le président des États-Unis Woodrow Wilson à s'y engager figurèrent à l'ordre du jour du Cabinet impérial de guerre au début de la dernière ronde de discussions, en juin 1918. Lorsque Borden arriva à

Londres pour ces rencontres, son bon ami Leopold Amery, un proche collaborateur du secrétaire de la Guerre, lui remit une copie du mémorandum préparé par le major-général Alfred Knox dans lequel ce dernier évaluait la nécessité d'une intervention<sup>5</sup>. Le général Knox avait été attaché militaire britannique en Russie jusqu'au lendemain de la révolution bolchevique. Dans son document, il soutenait que la seule façon de mettre fin à la guerre en 1919 était d'intervenir en Extrême-Orient<sup>6</sup>. La demande d'une participation canadienne découla donc tout naturellement à la fois des discussions du Cabinet de guerre et de l'analyse de Knox, mais rien ne laissa prévoir à ce moment-là que le Canada prendrait effectivement part à l'intervention.

Borden ne cessa en effet de critiquer ouvertement la manière dont le haut commandement britannique menait la guerre<sup>7</sup>. À ce chapitre, le Premier ministre canadien fut un allié de Lloyd George dans la lutte qui opposa ce dernier au maréchal Sir Douglas Haig et aux cadres supérieurs du ministère de la Guerre<sup>8</sup>. Bien que ses mémoires n'en donnent pas le détail, Borden y confirma que des discussions sur la Sibérie et la Russie eurent bien lieu au sein du Cabinet. Le 24 juin 1918, le Cabinet impérial de guerre prit connaissance de l'entrevue que Lloyd George eut avec le dirigeant déchu du gouvernement provisoire de Russie, Alexandre Kerenski. Le Premier ministre britannique rapporta que Kerenski avait estimé la Russie « ... prête à prendre les armes à nouveau contre l'Allemagne » et ouverte à une intervention extérieure. Même une intervention japonaise aurait été acceptable si celle-ci faisait partie d'un vaste effort allié. Borden fit alors remarquer que dans ses propos, Kerenski avait réitéré la nécessité d'une « ... intervention alliée et non pas d'une intervention japonaise »<sup>9</sup>. Le Premier ministre canadien alla encore plus loin dans ses déclarations lors de la réunion du Cabinet impérial, deux jours plus tard. En effet, au cours de l'examen des conditions énoncées par les Japonais quant à leur participation à l'intervention en Sibérie, Borden déclara que « ... notre but réel est d'amener les éléments anti-allemands de Russie à s'unir pour s'opposer à l'Allemagne. Ils ne peuvent de toute évidence pas accomplir grand-chose sans l'intervention des Alliés<sup>10</sup>. » On peut donc déduire de ces déclarations que le Premier ministre canadien avait souscrit à une intervention alliée en Sibérie. Il en donna d'autres indices dans sa correspondance avec Sir Edward Kemp, le ministre canadien des Forces d'outre-mer,

**« Une intervention militaire des Alliés s'imposait donc pour contrecarrer l'avancée allemande. »**

dans laquelle il se montra favorable à une intervention en Russie, soutenant de ce fait Lloyd George contre Haig, qui insistait à envoyer tous les soldats disponibles sur le front Ouest.

David Lloyd George fit inscrire dans le procès-verbal de la réunion du 18 juillet 1918 du Cabinet de guerre la requête présentée au Canada de fournir des troupes en vue de l'intervention en Sibérie. Ce geste confirma la demande formulée quelques jours plus tôt par le ministère de la Guerre et cela concrétisa une réflexion que le premier ministre britannique avait faite lors d'une réunion secrète du Cabinet de guerre qui avait eu lieu en mai. À cette occasion, Lloyd George suggéra en effet que les Canadiens pourraient peut-être prendre la place des Américains, qui semblaient si réticents à s'engager en Sibérie<sup>11</sup>. Quant à l'appel aux renforts lancé par le ministère de la Guerre, le major-général Sir Percy de Blaquiere Radcliffe, directeur des opérations militaires, demanda un contingent canadien pour la Sibérie avant même que les États-Unis n'acceptent officiellement de participer à l'intervention.

Le 9 juillet 1918, le directeur des opérations militaires écrivit au président du Conseil privé du gouvernement Borden, W. Newton Rowell, qui était de passage en Angleterre après une tournée sur le front de l'Ouest. Dans sa lettre, Radcliffe demanda à Newton Rowell de transmettre sa requête au premier ministre canadien. D'ailleurs la semaine précédente à Ottawa, le major-général Bridges, attaché militaire britannique à Washington, évoqua avec des ministres et des membres de l'état-major canadien la



Des marins américains, japonais, français et britanniques à Vladivostok. Ils firent partie de la force d'intervention dirigée contre les bolcheviques.

possibilité pour le Canada de fournir des troupes en vue d'une expédition en Sibérie<sup>12</sup>. Le 12 juillet, le major-général S.C. Mewburn, ministre de la Milice canadienne, écrit à Borden pour confirmer le compte rendu verbal de la réunion à laquelle il avait assisté au ministère de la Guerre ce jour-là. Il joignit à sa correspondance une demande officielle des Britanniques pour une participation de troupes canadiennes à l'intervention en Sibérie<sup>13</sup>, demande qui précisait les besoins pour une brigade complète dotée de son propre état-major, de son personnel de soutien médical et logistique ainsi que de son artillerie. On y indiqua également que l'expédition devait être tenue secrète, à la demande d'Arthur Balfour, étant donné que les négociations étaient toujours en cours avec les autres Alliés<sup>14</sup>.

Le jour même où il écrivit sa lettre au Premier ministre, le major-général Mewburn envoya un télégramme au major-général W.G. Gwatkin, chef d'état-major général du Canada, avisant le Conseil de la Milice de commencer à organiser le contingent canadien et de tout faire pour que la brigade soit formée de volontaires. Le ministre indiqua que le bataillon britannique envoyé de Hong Kong à Vladivostok serait incorporé au contingent canadien et que le commandant de la force ainsi constituée serait un Canadien. Le major-général Mewburn demanda aussi que l'on considère la candidature de certaines personnes désignées au poste de commandant canadien de la brigade<sup>15</sup>.

Alors que le quartier général de la Milice canadienne s'occupait de mettre sur pied le contingent pour la Sibérie, le président Wilson sanctionna la participation américaine à l'intervention. Il proposa une force de 14 000 hommes, composée en parts égales d'Américains et de Japonais. Les

**« La tâche la plus difficile pour assurer le succès de l'intervention consistait à trouver des effectifs en nombre suffisant. »**

Britanniques estimèrent ce nombre tout à fait inadéquat, mais jugèrent que la priorité était d'organiser l'expédition, quitte à augmenter la participation militaire plus tard si nécessaire<sup>16</sup>. Le premier défi consista en effet à trouver des troupes en nombre suffisant pour exécuter la mission.

Dans sa quête des effectifs à rassembler, l'administration britannique délaissa les belles manières diplomatiques dans ses communications avec les dominions autonomes, en particulier avec le Canada. C'est ainsi que le 20 juillet, M. P. Long, secrétaire d'État aux colonies, envoya un télégramme au gouverneur général du Canada, le duc de Devonshire, dans lequel il énonça les besoins pour un contingent canadien et précisa que toutes les unités qui participeraient à l'intervention proviendraient du Canada, à l'exception du bataillon d'infanterie qui serait dépêché de Hong Kong. Le secrétaire d'État aux colonies conclut son câble en ajoutant que le Canada serait appelé à fournir un troisième bataillon d'infanterie advenant le retrait du bataillon britannique<sup>17</sup>.

M. Long envoya son télégramme sans avoir au préalable consulté ni le Premier ministre canadien Sir Borden ni son ministre de la Milice, le major-général Mewburn, bien que tous deux se trouvaient à ce moment à Londres pour participer aux réunions du Cabinet impérial de guerre. Ce geste démontra que les autorités britanniques ne reconnaissaient toujours pas l'indépendance du gouvernement canadien ni le droit de ce dernier de prendre ses propres décisions quant à l'utilisation de son armée, et que selon l'administration, le gouverneur général agissait en tant qu'agent britannique. Les ministres canadiens étaient furieux, à tel point que Borden ordonna par un cablôgramme envoyé à Ottawa qu'« aucune réponse au message du gouvernement britannique ne sera transmise autrement que par moi<sup>18</sup>. »

Le 27 juillet 1918, à la réunion du Cabinet impérial de guerre, le chef d'état-major général de l'Empire admit que la correspondance envoyée au gouverneur général du Canada avait déplu au ministre canadien de la Milice. Borden confirma le mécontentement du général Mewburn et affirma que, quant à lui, il ne souhaitait pas revenir sur le sujet. Il annonça toutefois que le Canada enverrait trois bataillons et quelques ingénieurs en Sibérie<sup>19</sup>. La discussion tourna ensuite autour du transport des troupes canadiennes vers la Russie. Le directeur du transport maritime militaire, E. J. Foley, expliqua



Les décombres fumants d'un entrepôt de l'armée russe incendié par les bolcheviques. Une toile du colonel Louis Keene.



CWM 19710261-0323

Un fantassin avec tout son attirail. Une toile du colonel Louis Keene.

que les bâtiments affectés dans le Pacifique avaient la capacité de transporter 10 000 hommes, mais que certains d'entre eux se trouvaient dans les eaux chinoises, et qu'il leur faudrait jusqu'à un mois pour arriver au port de Vancouver. Il signala cependant qu'au moins deux navires pouvaient s'y rendre rapidement pour transporter trois bataillons outre-mer en quelques jours seulement. Lloyd George proposa alors que le Premier ministre Borden se charge du transport des troupes au nom du Cabinet impérial de guerre. Le ministère de la Guerre et le ministère du Transport maritime mirent des gens au service du Premier ministre canadien afin d'accélérer le processus<sup>20</sup>. Borden demanda à savoir s'il y avait risque de malentendus diplomatiques au cas où les troupes canadiennes arriveraient à Vladivostok avant la fin des discussions américano-japonaises au sujet de l'intervention. On le réassura qu'au moins un bataillon britannique serait déjà sur place, de toute façon, et qu'avant l'arrivée des Canadiens, les Japonais auraient sans doute déclaré publiquement qu'ils ne s'intéressaient aucunement à acquérir le territoire russe ni à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Russie<sup>21</sup>.

Le lendemain de cette réunion durant laquelle le Cabinet impérial de guerre confia à Borden le soin de veiller au

transport des troupes dans le cadre de l'intervention en Sibérie, le Premier ministre canadien reçut la réponse d'Ottawa au télégramme que le gouvernement britannique adressa au gouverneur général du Canada : le Cabinet approuvait la participation des Canadiens à l'expédition en Sibérie et donnait au Premier ministre la responsabilité de s'occuper de tous les détails<sup>22</sup>.

L'administration du contingent canadien releva dès lors du quartier général de la Milice à Ottawa. Cependant, la majorité des effectifs de commandement de l'expédition en Sibérie, y compris le commandant lui-même, furent d'abord rassemblés à Londres sous l'autorité de l'état-major canadien déjà établi là-bas. C'est ainsi que pendant un certain temps, l'organisation de l'expédition revint à Ottawa et au ministère canadien des Forces militaires d'outre-mer à Londres.

Le 7 août, Borden demanda à son Cabinet d'accélérer l'adoption d'un décret autorisant la création du Corps expéditionnaire de Sibérie<sup>23</sup>. Un peu plus d'une semaine plus tard, soit le 16 août, le commandant désigné de cette force, le brigadier-général James H. Elmsley, adressa une pétition au lieutenant-général Sir Richard Turner, chef de l'état-major général canadien à Londres, visant la mise sur pied officielle d'un commandement indépendant pour la Sibérie, distinct du commandement des Forces militaires canadiennes d'outre-mer<sup>24</sup>. Ces deux mesures témoignèrent de toute la complexité qu'impliquait, sur le plan administratif, la constitution de la force d'intervention canadienne en Sibérie. D'autant plus que certains éléments de l'organisation des deux contingents – celui du Nord et celui de Sibérie – se compliquèrent par la présence simultanée du Premier ministre et du ministre de la Milice canadienne à Londres durant le mois d'août. Les décisions nécessitant l'aval du Premier ministre furent prises rapidement, mais celles qui devaient être discutées au sein du Cabinet canadien, exigeaient qu'Ottawa répondât à des lettres et à des télégrammes envoyés de Londres. Et Borden compliqua davantage les choses en informant son Cabinet que les États-Unis et la Grande-Bretagne comptaient envoyer des commissions économiques avec leurs contingents militaires et qu'il « considéra comme essentiel que le Canada prenne des mesures semblables<sup>25</sup>. » L'intérêt national devint un facteur important quand on organisa une expédition militaire, même pour un petit allié comme le Canada. Le Premier ministre voulait que son pays puisse profiter de quelque avantage économique à tirer de cette intervention en Sibérie, surtout quand il savait que la Grande-Bretagne et le Japon étaient tous deux en train de mettre sur pied des commissions économiques en Russie.

**« La décision d'envoyer des Canadiens pour constituer l'essentiel du contingent britannique fut prise à la hâte. »**

Pendant que les Canadiens s'affairaient à organiser leur contingent, les Américains annoncèrent leur décision d'envoyer des troupes en Sibérie afin de coopérer avec les Japonais pour aider les 70 000 hommes de la Légion tchécoslovaque à sortir de Russie. Ainsi, le prétexte officiel que le président Wilson donna pour l'intervention des troupes américaines dans cette région était de venir en aide à cette dernière.



Le déploiement de troupes en Sibérie, 1918-1920

Par ailleurs, l'arrivée à Vladivostok, le 3 août 1918, du 25<sup>e</sup> Middlesex Regiment en provenance de Hong Kong marqua le débarquement du premier contingent promis par l'Empire britannique en Sibérie<sup>26</sup>.

L'expédition sibérienne fut marquée par les retards. La décision d'envoyer des Canadiens pour constituer l'essentiel du contingent britannique fut prise à la hâte. L'organisation de l'opération s'embourba dans les disputes sur des questions de détail. Il fallait s'entendre sur la part des frais qu'assumeraient respectivement le Canada et la Grande-Bretagne. Il fallait décider des voies de communication entre le major-général Elmsley et Ottawa, entre Elmsley et le ministère de la Guerre, et aussi déterminer dans quelle mesure le contrôle opérationnel du Corps expéditionnaire serait partagé entre le Canada et la Grande-Bretagne<sup>27</sup>. En outre, puisque l'on souhaitait monter une force composée de volontaires, il fallait mener une vaste campagne de recrutement auprès des militaires rentrés au Canada ainsi qu'au sein de la population civile canadienne. La création de cette force faisait donc concurrence à la recherche de renforts pour le front de l'Ouest. En effet, le major-général Mewburn avait demandé à Borden un contingent de volontaires afin de ne pas réduire l'effectif des renforts destinés à la France,

et le Premier ministre accéda à cette demande<sup>28</sup>. Et puis la nouvelle force devait aussi être sanctionnée par un ordre en conseil du gouvernement canadien, lequel fut finalement adopté le 23 août 1918<sup>29</sup>.

La mobilisation posa un défi considérable, et le transport du contingent et son commandement furent des pommes de discorde. À la fin de juillet, Borden avait accepté le mandat que lui avait confié Lloyd George de veiller au transfert des troupes jusqu'à Vladivostok. Le Premier ministre canadien devait toutefois compter sur les compétences du ministère britannique du Transport maritime pour organiser les déplacements à partir de la côte ouest du Canada. Étant donné que la plupart des effectifs étaient canadiens et devaient s'embarquer à Vancouver, l'Amirauté voulut que l'on affecte des navires immatriculés au Canada à cette mission. Par conséquent, on demanda au gouvernement canadien de donner les ordres nécessaires aux Canadian Pacific Ocean Services et à la Dollar Company<sup>30</sup>.

Le Cabinet canadien estima que les bâtiments proposés par le gouvernement britannique n'étaient pas à la hauteur de la tâche. Dans une lettre qu'il adressa au major-général Mewburn, le ministre canadien de la Marine,

le colonel C.C. Ballantyne, souligna que les navires désignés étaient très lents (vitesse de 7,5 nœuds), qu'ils n'étaient pas en mesure de transporter des chevaux et qu'ils « ... ne sont réellement pas convenables pour transporter des soldats<sup>31</sup>. » Le colonel Ballantyne recommanda vivement de rappeler les navires *Empress of Russia* et *Empress of Asia* pour le transport de troupes. Il semble que cette préoccupation au sujet des navires aagaça le ministère britannique du Transport maritime. Le secrétaire d'État aux colonies Walter Long expédia un télégramme au gouverneur général, dans lequel il fit remarquer que les autorités de la Milice canadienne tentaient de négocier le transport des troupes canadiennes. Il ajouta ensuite que le ministère britannique du Transport maritime devait garder la mainmise sur ces discussions et aussi l'autorité de réquisitionner des navires<sup>32</sup>. Même si Borden avait obtenu la responsabilité d'organiser le transport, tout indique que le ministère britannique du Transport maritime restait maître de la situation, car les bâtiments choisis n'étaient pas les meilleurs pour accomplir cette mission. Mewburn déclara même à Borden que les navires sélectionnés à l'origine « ... sont à peine bons pour transporter des chevaux<sup>33</sup>. » Quoi qu'il en soit, le colonel Ballantyne allait avoir plus de succès auprès des agents maritimes, et c'est à bord de l'*Empress of Japan* que s'embarqua le premier détachement du Corps expéditionnaire.

Le Canada s'en tira mieux au chapitre du contrôle de ses troupes en Sibérie. Comme l'effectif devait être en majorité canadien et que son commandement serait aussi confié à un Canadien, Borden et le major-général Mewburn décidèrent que leur gouvernement aurait le dernier mot sur le rôle que joueraient ses citoyens. Ils prirent cette décision en dépit du fait que la direction de l'opération dans son ensemble restait entre les mains du ministère britannique de la Guerre. Le 13 août, Borden écrivit au major-général Mewburn qu'en raison de la distance qui séparait le Canada du théâtre des opérations et à cause de l'incertitude des conditions là-bas, le major-général Elmsley devait avoir toute latitude pour décider de la disposition des forces canadiennes. Le Premier ministre canadien fit observer également que le Canada n'aurait aucune raison de faire avancer ses troupes à l'intérieur de la Sibérie sans connaître au préalable les détails de la campagne envisagée et les arrangements en ce qui a trait au commandement de l'opération<sup>34</sup>.

Cette opinion inspira une note de service qui fut adressée au ministère britannique de la Guerre, dans laquelle le Canada précisa les responsabilités du major-général Elmsley et celles des Canadiens en ce qui concerne le commandement de la force, ainsi que la façon dont le gouvernement canadien souhaitait agir dans ce contexte. Le mémoire stipulait notamment que le commandant canadien maintiendrait une communication directe avec son gouvernement et que les troupes canadiennes ne participeraient à aucune opération sans l'aval du gouvernement canadien<sup>35</sup>.

Le 4 septembre 1918, le ministère de la Guerre fit une contre-proposition selon laquelle le contingent canadien opérerait sous la même structure de commandement que celle existant en France. Le major-général Elmsley aurait le droit d'en appeler *au gouvernement britannique* de tout ordre qu'il jugerait dangereux, et des copies « pour information » seraient transmises au gouvernement canadien<sup>36</sup>.

Le Canada étudia la demande des Britanniques, et le 7 septembre Mewburn demanda l'avis de Borden en attendant les commentaires d'Elmsley et de Kemp à Londres<sup>37</sup>. Elmsley transmit sa réponse le 10 septembre. Il reconnut que la force relèverait de l'autorité du ministère de la Guerre, mais souligna qu'aucun plan d'opération n'avait encore obtenu l'accord de tous les pays participants. Il demanda en outre que si la version britannique de la structure de commandement était acceptée, aucune action ne devait être décidée suite à un appel qu'il aurait logé à l'encontre des ordres qui lui seraient donnés, sans la consultation préalable du gouvernement canadien<sup>38</sup>. Il souhaitait également pouvoir communiquer directement et à tout moment avec les autorités canadiennes. Bref, le major-général Elmsley voulait avoir une sorte d'assurance pour obtenir réparation par le truchement de son propre gouvernement au cas où les ordres qu'il recevrait de commandants étrangers viendraient contredire sa propre vision des choses ou mettraient en péril la vie des soldats canadiens.

Cette préoccupation faisait écho à la situation dans laquelle se trouvait la Grande-Bretagne en 1917. Le maréchal Haig s'était opposé à la nomination du général Ferdinand Foch comme généralissime de toutes les forces alliées en France, nomination qui avait pour effet d'assujettir les Britanniques au commandement français. Haig avait alors sollicité le droit d'en appeler des ordres des Français auprès de son propre gouvernement. Les deux alliés ont finalement convenu d'un compromis autorisant le maréchal Haig à soumettre ses objections au Cabinet de guerre britannique tout en exécutant les ordres contestés. Ainsi, les Canadiens cherchèrent à obtenir les mêmes droits que ceux que le commandant britannique avait obtenus dans une situation similaire. Il advint cependant que le jour même où Elmsley transmit son opinion au Canada, le ministère de la Guerre lui donna ses ordres, et Mewburn soumit aux Britanniques les changements que le gouvernement canadien souhaitait apporter à l'amendement que ces derniers avaient proposé.

Les ordres initiaux des Britanniques, signés par le chef d'état-major général de l'Empire, nommaient officiellement le major-général Elmsley commandant des forces britanniques en Sibérie et le plaçaient sous l'autorité du lieutenant-général Keijiro Otani, commandant en chef de toutes les troupes alliées dans les provinces maritimes de la Russie orientale. Les directives décrivaient également les rapports entre les majors-généraux Elmsley et Knox : chacun

**« La façon dont le Canada concevait son autonomie était évidente dans la réponse qu'il donna aux Britanniques. »**

**« Le commandant canadien prépara la voie à une action indépendante, et ce sans égard aux volontés des Japonais... »**



CMJ collection

Un soldat canadien en sentinelle dans le froid sibérien de Vladivostok.

devait tenir l'autre informé des événements, et l'un n'était pas le « supérieur » ou le « subordonné » de l'autre. Les mêmes ordres furent transmis par télégramme à Knox à la fin d'août, précisant la nomination d'Elmsley au poste de commandant britannique et la sienne comme officier de liaison auprès d'Otani<sup>39</sup>. Les directives adressées au major-général Elmsley l'enjoignirent aussi de consulter Sir Charles Eliot, haut commissaire britannique en Sibérie, sur les questions d'ordre politique. Ces ordres stipulèrent que les forces britanniques agiraient en Sibérie exactement de la même manière qu'en France, et leur formulation au chapitre des communications avec le gouvernement canadien serait identique à celle proposée par le gouvernement britannique le 4 septembre 1918<sup>40</sup>.

La façon dont le Canada concevait son autonomie était évidente dans la réponse qu'il donna aux Britanniques. Le message disait qu'avant que le pays n'engage ses troupes en Sibérie, le gouvernement canadien exigeait d'être renseigné au sujet des opérations générales prévues. Ottawa voulait en outre savoir à l'avance quel rôle les États-Unis y joueraient. Le message modifiait les ordres proposés par les Britanniques, en précisant qu'aucun appel formulé par le major-général Elmsley ne pourrait être rejeté sans l'approbation expresse du gouvernement canadien. Celui-ci ordonna également qu'Elmsley puisse correspondre directement avec son gouvernement sans passer

par le ministère de la Guerre ou quelque autre autorité extérieure<sup>41</sup>. Le ministère de la Guerre accepta ces modifications.

Le 6 octobre 1918, le War Office (ministère britannique de la Guerre) émit une modification des ordres d'Elmsley, ajoutant textuellement les changements exigés par le Canada au paragraphe décrivant ses rapports avec le major-général Otani et avec le War Office<sup>42</sup>. Le Canada a ainsi affirmé son indépendance pour les questions opérationnelles concernant des troupes canadiennes, et il se heurta à très peu de résistance de la part des Britanniques. Le War Office consentit aux modifications parce que la Grande-Bretagne avait désespérément besoin de soldats, et seules les troupes canadiennes étaient disponibles à ce moment-là. D'ailleurs, l'expédition en Sibérie n'était guère plus qu'une diversion et les Japonais étaient aux commandes des opérations militaires.

Bien que les Japonais aient été théoriquement en charge des Alliés en Sibérie, les Russes anti-bolchéviques se réunirent le 9 septembre à Ufa, en Sibérie, dans le but de mettre sur pied leur propre gouvernement. Ce groupe hétéroclite n'avait en commun que son opposition aux Bolcheviks et il a fallu attendre jusqu'au 21 septembre pour que la conférence nomme les cinq leaders russes les plus importants qui allaient former son gouvernement provisoire<sup>43</sup>. Ce groupe agit comme gouvernement, mais n'avait pas l'appui de bon nombre des habitants de la région. Tous ces événements se déroulaient pendant que le Canada s'affairait à organiser son corps expéditionnaire.

### Le grand départ

Tandis que les gouvernements du Canada et de la Grande-Bretagne mettaient la touche finale aux détails de l'organisation de la force, celle-ci s'assembla au Canada. Malgré l'insistance de Mewburn qu'elle soit composée de volontaires revenus du front de l'Ouest, cela s'avéra impossible. Des conscrits enrôlés en vertu de la *Loi sur le service militaire* furent appelés pour compléter l'effectif de la force. Le gros de la brigade était constitué de deux bataillons d'infanterie, les 259<sup>e</sup> Canadian Rifles et les 260<sup>e</sup> Canadian Rifles, de deux batteries d'artillerie, d'une compagnie de mitrailleurs et d'un escadron de cavalerie fourni par la Gendarmerie royale du Nord-Ouest, la fameuse police montée. Le reste de l'effectif de la brigade serait affecté au quartier général et aux postes de soutien des troupes combattantes.

Le 259<sup>e</sup> Bataillon est un bon exemple d'une unité formée spécialement pour une mission. Il était composé de deux compagnies venant de l'Ontario et deux autres du Québec. Ces dernières regroupèrent surtout des conscrits de Montréal et de Québec, soit les régions du Canada ayant le plus protesté contre la conscription et l'ayant même rejetée lors de l'élection référendaire de 1917. Des 1 083 hommes du bataillon, seuls 378 furent des volontaires<sup>44</sup>. Cette situation causa des problèmes à la brigade et aura eu pour conséquence la mutinerie de certains soldats québécois en décembre, juste avant l'embarquement pour la Russie. Le 260<sup>e</sup> Bataillon, lui, fut constitué d'unités venant des autres provinces : une compagnie des Maritimes, une du Manitoba, une autre de la Saskatchewan et de l'Alberta et enfin une dernière de la Colombie-Britannique<sup>45</sup>.



L'essentiel de la brigade canadienne se rassembla à Vancouver durant l'automne 1918. Le groupe de reconnaissance se réunit à Victoria le 3 octobre et devait s'embarquer pour la Russie la semaine suivante. Il comprenait une partie de l'état-major ainsi que du personnel de soutien administratif, médical, logistique et alimentaire<sup>46</sup>. Formée de 706 hommes sous le commandement du major-général Elmsley, cette avant-garde partit de Victoria le 11 octobre 1918 à bord de l'*Empress of Japan* et arriva à Vladivostok le 26 octobre<sup>47</sup>. Seize jours plus tard, la guerre prit fin en Europe et l'Armistice entre l'Allemagne et les Alliés fut signé le 11 novembre 1918. Cependant, son seul effet sur les troupes intervenant en Russie aura été de modifier la situation de « l'ennemi ». L'Armistice aura marqué aussi le début des manœuvres politiques entre le Canada et la Grande-Bretagne visant l'évacuation du contingent canadien vers le Canada.

Certains membres de la coalition qui composait le Cabinet, surtout ceux appartenant à des partis politiques autres que celui de Borden, commencèrent à exiger le retour rapide des soldats canadiens outre-mer et remirent en question la participation de ces derniers aux combats en Russie. Toutefois, ces contestations ne furent formulées qu'après le départ de Borden pour assister à la Conférence de paix prévue en Europe. Le Premier ministre avait en effet pris le chemin l'Angleterre dès que la signature d'un armistice avait été annoncée, après avoir informé le ministère britannique des Colonies et Lloyd George de son intention de partir du Canada au plus tard le 10 novembre 1918<sup>48</sup>. Avant que le Premier ministre canadien ne débarque en Angleterre, Sir Thomas White, assurant l'intérim à Ottawa, envoya un message télégraphié à Sir Edward Kemp à Londres, lui demandant d'organiser des discussions au sujet de l'expédition sibérienne parce que « tous nos collègues sont d'avis que l'opinion publique ici ne nous appuiera pas si nous continuons d'envoyer des troupes (...) maintenant que la guerre est terminée<sup>49</sup>. » White envoya un deuxième télégramme le lendemain, où il fit part au Premier ministre des attentes du ministère de la Milice quant à savoir le plus tôt possible

s'il fallait poursuivre ou non l'expédition. Le 20 novembre, Borden répondit qu'après avoir consulté le ministère de la Guerre, il estimait qu'il y avait peu de risques d'actions offensives contre les troupes britanniques ou canadiennes, et que la présence de ces dernières était un facteur de stabilité pour les Russes. Il croyait que les Canadiens devaient rester en Sibérie jusqu'au printemps suivant et que le Canada devait continuer d'envoyer les troupes promises<sup>50</sup>. On prévoyait donc que l'expédition canadienne en Sibérie se poursuivrait encore un bon moment mais, s'il faut se fier au télégramme de Sir Borden, on ne s'attendait pas à de sérieux combats. En politicien aguerri, le Premier ministre canadien tentait de ménager la chèvre et le chou : il tentait de faire plaisir aux Britanniques tout en rassurant la classe politique et la population au pays.

De son côté, le général Elmsley s'inquiétait du fait qu'il n'avait pas reçu de directives claires, et du fait que le Canada n'avait pas de politique militaire indépendante. Le 11 novembre, il écrivit à Sir Charles Eliot, faisant remarquer qu'une fois l'Armistice signé, il s'attendait à ce que les ordres qui le plaçaient sous commandement japonais soient modifiés. Malgré tout, il fit l'observation suivante : « Le gouvernement canadien a stipulé, et le gouvernement britannique a donné son accord, que mes troupes ne seraient engagées dans aucune opération militaire sans mon avis et, à cet égard, j'ai le droit d'en appeler tant au gouvernement canadien qu'à celui de Grande-Bretagne<sup>51</sup>. » Le commandant canadien prépara la voie à une action indépendante, et ce sans égard aux volontés des Japonais, imitant en cela les gestes du commandant américain qui avait gardé le contrôle des forces américaines depuis leur arrivée en Sibérie.

Malgré ses convictions personnelles et sa crainte que le prestige nouvellement acquis par le Canada soit compromis si le pays se déroba à son engagement solennel envers les Britanniques, Borden laissa la décision finale quant à la poursuite de l'expédition entre les mains de son Conseil privé, et celui-ci était plutôt divisé sur la question. Le

ministre de l'Agriculture Thomas Crerar, qui était aussi un des leaders du Parti unioniste (libéral) au sein du gouvernement de coalition, écrivit ce qui suit à Sir White : « Je ne peux être d'accord avec l'idée que le maintien de nos forces en Sibérie et l'envoi de troupes additionnelles là-bas puissent être justifiés sous prétexte qu'il est nécessaire d'y rétablir l'ordre. Comment la Russie réglerait ses affaires internes, c'est une question qui la regarde, pas nous<sup>52</sup>. » Quoiqu'il en soit, le Conseil privé accepta de poursuivre l'expédition, mais interdit à la force de pénétrer dans le territoire russe ou de participer à des opérations militaires. Le Conseil privé demanda aussi au gouvernement britannique de formuler une politique militaire bien définie et laissa entendre qu'à défaut d'un tel énoncé de principe, les Canadiens se retireraient<sup>53</sup>. Enfin, le Conseil privé déclara que l'engagement du Canada prendrait fin au



Le débarquement des stocks, Eggershelt. Une toile du colonel Louis Keene.

printemps 1919<sup>54</sup>. En réponse à ce télégramme, le War Office proposa que les deux bataillons britanniques en Sibérie se retirent à Vladivostok et que les Canadiens rentrent au pays. Le War Office suggéra également qu'à tout le moins, on n'envoie plus de soldats canadiens en Sibérie et que ceux qui étaient déjà en mer rentrent chez eux<sup>55</sup>. Les Canadiens hésitèrent quelque temps avant d'agir en ce sens.

**« Borden réagit en informant Lloyd George que le mois d'avril serait le bon moment pour retirer les Canadiens de la Sibérie. »**

Le contingent canadien continua de se mobiliser à Vancouver (New Westminster, Coquitlam) et Victoria (Willows Park), où 5 000 soldats reçurent leur instruction. Tout au long de l'automne et de l'hiver, les Canadiens s'embarquèrent de Vancouver à destination de Vladivostok, mais non sans incident. Le gouvernement canadien s'inquiétait de la montée du socialisme et de l'agitation croissante des milieux ouvriers au pays. À Victoria, quelques agitateurs persuadèrent un certain nombre de Québécois membres du 259<sup>e</sup> Bataillon de se mutiner en refusant de s'embarquer pour la Russie. Il y eut douze arrestations et les meneurs furent traduits en cour martiale. Durant l'embarquement, d'autres soldats, baïonnette au fusil, escortèrent les deux compagnies du Québec à bord des navires<sup>56</sup>. C'est ainsi qu'au bout du compte, d'une façon ou d'une autre, les militaires canadiens accomplirent le devoir qu'on exigeait d'eux.

Un différend envenima aussi les relations entre le général Elmsley et son homologue britannique Knox. Ce dernier recommanda à Elmsley d'utiliser ses troupes contre les Bolcheviks pour appuyer le gouvernement provisoire russe alors dirigé par l'amiral Alexandre Vasilevich Kolchak. Les Américains et les Japonais restèrent neutres en regard du gouvernement anti-bolchevique, mais les Tchèques furent de plus en plus déçus des actions des Russes. Knox souhaitait que les Canadiens se joignent aux deux bataillons britanniques qui soutenaient Kolchak autour d'Omsk, au cœur de la Sibérie.

## Dénouement

Le général Elmsley était lié par les ordres qu'il avait reçus d'Ottawa, mais il envoya quand même de petites escouades comme escortes à bord des trains de ravitaillement et permit aussi au lieutenant-colonel T.S. Morrisey de partir pour Omsk avec un détachement de 55 hommes pour assurer le soutien d'état-major aux deux bataillons britanniques postés là-bas<sup>57</sup>. Pour les soldats qui demeurèrent à Vladivostok, l'expédition

en Sibérie se transforma vite en une lutte quotidienne contre l'ennui. Monter la garde ou accomplir des tâches administratives, voilà le travail qu'ils avaient à accomplir. Cependant, le Cabinet canadien accentua ses pressions et, en février, Sir White s'enquit auprès du Premier ministre pour savoir quand les soldats canadiens rentreraient au pays<sup>58</sup>. Borden réagit en informant Lloyd George que le mois d'avril serait le bon moment pour retirer les Canadiens de la Sibérie<sup>59</sup>. S'agit-il d'une simple coïncidence? Juste au moment de partir, les Canadiens passèrent près de se battre dans un petit village appelé Shkotovo situé près de la baie d'Olga, au nord de Vladivostok.

Le 12 avril 1919, les Bolcheviks encerclèrent le village, où un détachement russe fidèle à Kolchak s'était retranché avec des prisonniers. On craignit que les Bolcheviks ne capturent le village et menacent la mine avoisinante. Le commandant japonais demanda aux forces alliées d'aller délivrer les habitants, mais les Américains refusèrent de prendre part à une telle mission<sup>60</sup>. Les Canadiens y envoyèrent quant à eux une compagnie du 259<sup>e</sup> Bataillon<sup>61</sup>. Lorsque celle-ci arriva au village, cependant, les Bolcheviks s'étaient déjà dispersés et les soldats rentrèrent à Vladivostok deux jours plus tard sans avoir tiré un seul coup de feu. Tout ce que les Canadiens auront obtenu de cette mission, c'est un cadeau des Japonais offert en reconnaissance des efforts déployés par les troupes : 96 bouteilles de vin, 18 bouteilles de whisky et 3 barils de saké<sup>62</sup>.

Les Canadiens amorcèrent leur retour de Sibérie le 22 avril 1919, et les derniers membres du Corps expéditionnaire canadien s'embarquèrent le 5 juin. Le départ des Canadiens précipita le retrait des forces britanniques restantes, qui abandonnèrent Vladivostok à la fin de l'été. Le gros des troupes américaines quitta la Sibérie à l'automne, et les derniers membres de la mission militaire britannique partirent en mars 1920<sup>63</sup>. Des principaux Alliés, il ne resta plus finalement que les Japonais. Ceux-ci se retirèrent plus tard sur l'île Sakhaline, puis rentrèrent chez eux en 1922. Et c'est ainsi que s'acheva la désolante intervention alliée en Sibérie. Il en reste toutefois un héritage persistant. L'ingérence des Alliés dans la guerre civile russe s'est traduite par une antipathie soutenue des Soviétiques à l'égard de l'Occident, antipathie qui aura perduré plus de 70 ans plus tard.



## NOTES

1. Procès-verbal n° 443 du Cabinet de guerre, 10 juillet 1918, Royaume-Uni, *Public Record Office Cabinet Papers* (dorénavant *PRO Cab*) 23/7. Durant cette rencontre, aucune mention n'est faite du télégramme de Reading, daté du 9 juillet 1918, où celui-ci informe son gouvernement de la décision qu'a prise le président américain Woodrow Wilson d'intervenir en Sibérie.
2. *Ibid.* et procès-verbal n° 445 du Cabinet de guerre, 15 juillet 1918, *PRO Cab* 23/7.
3. Lloyd George à Reading, télégramme n° 4473, Londres, 18 juillet 1918, Royaume-Uni, *Public Record Office Foreign Office documents* (dorénavant *PRO FO*) 371/3319/125173. Lloyd George demande explicitement au Canada de combler le poste de commandant, de le doter d'un quartier général de brigade et d'une section de transmissions, et de fournir deux bataillons d'infanterie avec renforts, une batterie d'artillerie, une compagnie de mitrailleurs ainsi que du soutien logistique sous forme d'effectifs médicaux, de transport et de ravitaillement, soit au total 4 000 hommes.
4. B.B. Cubit au secrétaire des Forces militaires canadiennes d'outre-mer (S.D.2), lettre n° 0149/5122, Londres, 12 juillet 1918. Canada, Archives nationales du Canada, *MG 27 II D9 vol. 159, dossier R-25-Russie – Nord 1918-1919*.

5. Gaddis Smith, « Canada and the Siberian Intervention 1918-1919 », dans *The American Historical Review*, vol. LXIV, octobre 1958 à juillet 1959, p. 867.
6. Knox, mémoire, 7 juin 1918, cité dans Gaddis Smith, *Ibid.*
7. Procès-verbal secret n° X-13 du Cabinet de guerre, 14 juin 1918, *PRO Cab 23/17*. Borden reproche au haut-commandement sa lenteur à adopter des innovations qui s'avéreront plus tard nécessaires, mais dont le retard aura coûté des sacrifices inutiles. Lloyd George est d'accord et lors de cette rencontre, il constitue un comité des premiers ministres qui doit faire des recommandations.
8. Robert Borden, *Robert Laird Borden: His Memoirs*, Henry Borden (dir.), Toronto, MacMillan, 1938, p. 827.
9. Procès-verbal n° 19B du Cabinet de guerre, 24 juin 1918, *PRO Cab 23/44A*.
10. Procès-verbal n° 20A du Cabinet de guerre, 26 juin 1918, *PRO Cab 23/44A*.
11. Procès-verbal secret n° X-3 du Cabinet de guerre, 17 mai 1918, *PRO Cab 23/17*.
12. Le major-général Percy de B. Radcliffe à W. Newton Rowell, lettre (secrète et personnelle) du War Office, 9 juillet 1918. Archives nationales, *MG 27 II D 9 vol. 159, dossier R-25 Russia – Sibérie 1918-1919*. Le fait que le général Radcliffe ait demandé à Rowell d'intercéder auprès de Sir Borden en faveur d'une participation canadienne à l'intervention en Sibérie, et que le général Bridges ait demandé l'aide des Canadiens au quartier général militaire du Canada à Ottawa la semaine précédente, démontre que la Grande-Bretagne avait déjà décidé d'intervenir avec ou sans les Américains. Cela vient contredire l'hypothèse de Keenan à l'effet que les Britanniques n'auraient décidé d'intervenir que le 10 juillet, lorsque Lloyd George a reçu le télégramme du 9 juillet envoyé de Washington par Reading, où il est dit que le président Wilson a décidé d'envoyer des troupes américaines pour aider les Tchèques en Sibérie. C'est aussi la conclusion à laquelle arrive Gaddis Smith dans son article. Voir à ce sujet Keenan, *Decision to Intervene*, p. 408, et Gaddis Smith, *op. cit.*, p. 868-869, note de bas de page n° 7. Le procès-verbal n° 443 du Cabinet de guerre, daté du 10 juillet 1918, confirme que les Britanniques ont pris la décision d'intervenir en Sibérie sans tenir compte du fait que le président Wilson a accepté d'intervenir.
13. Mewburn à Borden, lettre, Londres, 12 juillet 1918, *Borden Papers* (les documents Borden). Archives nationales, *OC 516-OC 518 (2) MG 26 H 1 (a) vol 103*, pages 55514 à 55538, et pages 56124-56191 bobine C-4333, 56127.
14. Le général Radcliffe au major-général Mewburn, lettre, Londres, 12 juillet 1918. Les documents Borden, p. 56128.
15. Mewburn à W.G. Gwatkin, télégramme, Londres, 12 juillet 1918. Les documents Borden, p. 56129-56130.
16. Foreign Office à Sir William Conyngham Greene, télégramme n° 692, Londres, 20 juillet 1918, *PRO FO 371/3319/126238*, et procès-verbal n° 450 du Cabinet de guerre, 22 juillet 1918, *PRO Cab 23/7*.
17. Long au duc de Devonshire, télégramme, Londres, 20 juillet 1918. Canada, ministère des Affaires étrangères, *Documents on Canadian External Relations Volume 1, 1909-1918*, Ottawa, Imprimeur de la reine, 1967 (dorénavant *DCER*), p. 206.
18. Borden au Cabinet (Ottawa), télégramme, Londres, 25 juillet 1918. Les documents Borden, p. 56135.
19. Procès-verbal secret n° X-26 du Cabinet de guerre, 27 juillet 1918, *PRO Cab 23/17*. Il faut signaler que le titre de ce document est : « Notes of a Conversation at 10 Downing Street ».
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*
22. Doherty à Borden, télégramme, Ottawa, 28 juillet 1918. Les documents Borden, p. 56141.
23. Borden au Premier ministre par intérim Sir White, télégramme, Londres, 7 août 1918. Les documents Borden, p. 56145.
24. Elmsley à Turner (chef de l'état-major général), lettre, Londres, 16 août 1918. Archives nationales, *RG 9 III A 3, vol. 371, dossier A3, chemise de classement SEF Force HQ 27 Mobilization Generally*.
25. Borden à White, télégramme, Londres, 8 août 1918, *Borden Papers*, p. 56149.
26. John Ward, *With the "Die Hards" in Siberia*, Londres, Cassell and Company Ltd, 1920, p. 3.
27. « Notes on Conference held in General Radcliffe's Room, War Office – 12.00 noon August 13<sup>th</sup>, 1918 », Londres, 13 août 1918. Archives nationales, *RG 9 III A 3, vol. 371, dossier A3 SEF chemise Force HQ 27 Mobilization Generally*.
28. Mewburn à Kemp, lettre, Londres, 13 août 1918, *Borden Papers*, p. 56166-56167.
29. Décret n° 2073 – 23 août 1918 – Formations de la Force expéditionnaire canadienne pour service en Sibérie, dossier 9-78. Archives nationales, *RG 9 III A 1, ool. 98, dossier 10-14-19 (parties II, III et VI) Listes des décrets*.
30. Perley à White, télégramme, Londres, 14 août 1918. Les documents Borden, p. 56175.
31. Ballantyne à Mewburn, lettre, Ottawa, 27 août 1918, les documents Borden, p. 56178.
32. Long au duc de Devonshire, télégramme, Londres, 30 août 1918. Les documents Borden, p. 56180 A.
33. Mewburn à Borden, lettre, Ottawa, 10 septembre 1918. Les documents Borden, p. 56186.
34. Borden à Mewburn, lettre, Londres, 13 août 1918, les documents Borden, p. 56162-56163.
35. Gow à Mewburn, télégramme n° Y1138 CATSUP, Londres, 4 septembre 1918. Les documents Borden, p. 56182.
36. *Ibid.*
37. Mewburn à Borden, lettre, Ottawa, 7 septembre 1918. Les documents Borden, p. 56185.
38. Gow à Mewburn, télégramme n° Y1192 CATSUP, Londres, 10 septembre 1918. Les documents Borden, p. 56187.
39. War Office à Knox, télégramme n° 65077 codé M.I., Londres, 26 août 1918. Archives nationales, *RG 9 III A 2, vol. 362, dossier A3 SEF, chemise 114 Conferences, Instructions, Orders in Council, Royal Warrants CEF (Siberia)*.
40. Le chef d'état-major de l'Empire à Elmsley, ordres de l'état-major général n° 0.1/173/496, Londres, 10 septembre 1918. Archives nationales, *RG 9 III A 2, vol. 362, dossier A3 SEF, chemise 114 Conferences, Instructions, Orders in Council, Royal Warrants CEF (Siberia)*.
41. Mewburn au War Office, ébauche de télégramme n° Y1192, Ottawa, 10 septembre 1918. Les documents Borden, p. 56189.
42. War Office à Elmsley, télégramme n° 6799 War Office 68032 codé FMO, Londres, 6 octobre 1918, cité dans Chef d'état-major de l'Empire à Elmsley, Ordres de l'état-major général n° 0.1/173/496, Londres, 10 septembre 1918. Archives nationales, *RG 9 III A 2, vol. 362, dossier A3 SEF, chemise 114 Conferences, Instructions, Orders in Council, Royal Warrants CEF (Siberia)*.
43. Harris (consul des États-Unis à Irkoutsk) à Lansing, télégramme n° 108, Irkoutsk, 21 septembre 1918, dossier n° 861.00/2764 *FRUS 1918 Russia Vol II*, 385-386 et Kettle, p. 349.
44. Benjamin Isitt, « Mutiny from Victoria to Vladivostok, December 1918 », dans *The Canadian Historical Review*, vol. 87, n° 2, juin 2006, p. 239.
45. Roy MacLaren, *Canadians in Russia 1918-1919*, Toronto, MacMillan, 1976, p. 146-147.
46. R.Gwynne, note de service E.H. C n° 2514, Ottawa, 21 septembre 1918. Archives nationales, *RG 9 III A 3, vol. 367, dossier A3 SEF, chemise B-H 20-2 Movement of Troops Re: Instructions*.
47. John Swettenham, *Allied Intervention in Russia 1918-1919 and the Part Played by Canada*, Toronto, The Ryerson Press, 1967, p. 128, et Gwynne, *ibid.*; Isitt, *op. cit.*, p. 240. Swettenham dit que le groupe de reconnaissance comptait 680 personnes, Isitt soutient qu'il y en avait 677, et les ordres officiels dénombrent 706 militaires.
48. Procès-verbal n° 496 du Cabinet de guerre, 4 novembre 1918, *PRO Cab 23/8*; Borden à Lloyd George, télégramme, Ottawa, 28 octobre 1918, et télégramme, Ottawa, 6 novembre 1918, dans *CER Volume 1 1909-1918*, p. 218-219.
49. White à Kemp, télégramme, Ottawa, 14 novembre 1918. Les documents Borden, p. 56216.
50. Borden à White, télégramme, Londres, 20 novembre 1918. Les documents Borden, p. 5622156222.
51. Elmsley à Eliot, lettre GCS C 1-16, Vladivostok, 11 novembre 1918. Archives nationales *RG 9 III A 2, vol. 362, dossier A3 SEF, chemise 114, Conferences, Instructions, Orders in Council, Royal Warrants CEF (Siberia)*.
52. Thomas Crerar à White, lettre, Ottawa, 22 novembre 1918. Les documents Borden, p. 56232.
53. J.E. Skuce, *CSEF Canada's Soldiers in Siberia 1918-1919*, Ottawa, Access to History Publications, 1990, p. 9.
54. Gwatkin au War Office, télégramme n° 500B, Ottawa, 23 décembre 1918. Les documents Borden, p. 56333.
55. War Office à Gwatkin, télégramme n° 73422, Londres, 4 janvier 1919. Les documents Borden, p. 56336.
56. Benjamin Isitt, « Mutiny from Victoria to Vladivostok, December 1918 », dans *The Canadian Historical Review*, vol. 87, n° 2, juin 2006, p. 223-264.
57. Skuce, *op. cit.*, p. 10.
58. White à Borden, télégramme, Ottawa, 5 février 1919. Les documents Borden, p. 56388.
59. Borden à Lloyd George, lettre, Paris, 7 février 1919. Les documents Borden, p. 56390.
60. Rapport n° 7 des services de renseignements, « The American Attitude Towards the Shkotovo Expedition », Vladivostok, 13 avril 1919. Archives nationales, *RG 9 III A-2, vol. 357, dossier A3 SEF fichiers chemises 1 et 2, Shkotovo Expedition April 1919*.
61. Le lieutenant-colonel R.W. Stayner au major M. M. Hart (commandant de la Compagnie B), Instructions G.W.B. F.H.Q. C. 90, Vladivostok, 13 avril 1919. Archives nationales, *ibid.*
62. Swettenham, *op. cit.*, p. 177.
63. Richard H. Ullman, *Britain and the Russian Civil War November 1918-February 1920*, Princeton, Princeton University Press, 1968, p. 253.